

le 2 octobre 2019

**Vœu relatif au pacte finance-climat adopté lors de la séance  
du conseil municipal du 2 octobre 2019**

Le 31 octobre 2017, l'Organisation des Nations unies (ONU) alertait solennellement sur l'écart « catastrophique » existant entre les engagements pris par les Etats et les réductions des émissions de gaz à effet de serre qu'il faudrait opérer pour maintenir le réchauffement en dessous de 2°C.

La transition écologique, nécessaire et portée par une majorité de plus en plus large de nos concitoyens, impose de définir et de mettre en place un nouveau mode de développement, de production et de redistribution des richesses qui dépasse les limites et les impasses du système actuel.

Le collectif Climat 2020 pour un pacte finance-climat européen réunit des citoyens de tous milieux et des femmes et des hommes politiques de tous horizons, des chefs d'entreprises et des syndicalistes, des intellectuels et des universitaires, des salariés et des demandeurs d'emploi, des artistes, des responsables associatifs, etc..., tous convaincus que l'Europe doit, de toute urgence, apporter une réponse claire et ambitieuse pour lutter contre le dérèglement climatique.

Tous demandent solennellement aux chefs d'Etat et de gouvernement européens de négocier au plus vite un pacte finance-climat, qui assurerait pendant 30 ans des financements à la hauteur des enjeux de transition énergétique sur le territoire européen, en permettant également de renforcer le partenariat avec les pays du continent africain, dont notamment le pourtour méditerranéen, mais sans en exclure par principe des projets pour d'autres régions du monde, sachant que le dérèglement climatique et les atteintes à la biodiversité, dus à l'action humaine, sont interdépendants à l'échelle mondiale.

Le pacte finance-climat a précisément pour objectif de développer du financement massif qui sera mis au service de la lutte contre le dérèglement climatique et permettra de ralentir significativement la dégradation de la biodiversité. Des outils financiers permettant de réaliser des investissements pour la transition écologique, économique et environnementale seront mis en place.

Sceaux, ville en transition, mène des actions notamment dans les domaines de la nature en ville, l'agriculture urbaine, la mobilité durable, la consommation responsable, la valorisation des ressources et la transition et rénovation énergétiques.

Sceaux, ville en transition, facilite, accélère et accompagne l'innovation des étudiants, des entrepreneurs et des citoyens.

Pour mener ces actions, elle a besoin de pouvoir s'appuyer sur un réseau de compétences et des financeurs.

Dans ces conditions, le conseil émet plus particulièrement le vœu que :

- les chefs d'Etat et de gouvernement de l'union européenne, et particulièrement le président de la République et le gouvernement français, prennent la mesure des mobilisations citoyennes et de l'urgence climatique et respectent les engagements pris à l'issue de la COP21 ;
- des mécanismes fiscaux incitatifs soient mis en place pour valoriser les entreprises vertueuses ;
- la Banque centrale européenne arrête d'accorder aux banques finançant les entreprises non vertueuses des prêts à des taux avantageux ;
- la neutralité carbone soit atteinte à l'horizon 2050 en divisant les émissions de gaz à effet de serre par un facteur supérieur à six entre 1990 et 2050, en investissant dans les moyens nécessaires pour la réalisation des économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables, ce qui conduirait à la création de milliers d'emplois et ferait ainsi reculer la précarité ;

- la création monétaire de la Banque centrale européenne soit mise au service de la lutte contre le dérèglement climatique et la surconsommation des énergies fossiles, pour le respect de la biodiversité ainsi que la création et la mutation des emplois ;
- une banque européenne du climat et de la biodiversité soit créée sous la forme d'une filiale de la Banque européenne d'investissement et que ses fonds soient utilisés intégralement pour favoriser la transition vers une économie à haute efficacité énergétique et à faible émission carbone tout en protégeant la biodiversité ; ces investissements permettant, entre autres, de massifier des travaux de rénovation énergétique performante des bâtiments publics et privés, garantissant une justice sociale pour tous.